

# Génocide des Tutsi au Rwanda : un rapport remis à Macron pointe les «responsabilités accablantes» de la France

Ce rapport relève dans ses conclusions *«la faillite de la France au Rwanda»* entre 1990 et 1994 et son *«aveuglement»* face à la dérive génocidaire du régime du président hutu Juvénal Habyarimana. Il insiste notamment sur la responsabilité de François Mitterrand.

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 1 heure,  
Mis à jour il y a 9 minutes

La France *«est demeurée aveugle face à la préparation»* du génocide des Tutsi du Rwanda de 1994 et porte des *«responsabilités lourdes et accablantes»* dans la tragédie, selon les conclusions du rapport d'une commission d'historiens publié vendredi.

Ce rapport très attendu, remis au président Emmanuel Macron, pointe dans ses conclusions *«la faillite de la France au Rwanda»* entre 1990 et 1994, et son *«aveuglement»* face à la dérive génocidaire du régime *«raciste, corrompu et violent»* du président hutu Juvénal Habyarimana. Et ce, *«en dépit des alertes lancées depuis Kigali, Kampala ou Paris»*, précisent les conclusions du rapport. Il souligne cependant que *«rien ne vient démontrer»* que Paris s'est rendu *«complice»* du génocide qui a fait au moins 800.000 morts selon l'ONU entre avril et juillet 1994.

## Responsabilité de François Mitterrand

Le document consulté par l'AFP avant sa publication officielle insiste sur la responsabilité cruciale du président socialiste de l'époque, François Mitterrand, dans cette politique. *«Cet alignement sur le pouvoir rwandais procède d'une volonté du chef de l'État et de la présidence de la République»*, écrivent les quatorze historiens de la Commission, qui ont passé au crible des dizaines de milliers d'archives françaises pendant deux ans. François Mitterrand entretenait *«une relation forte, personnelle et directe»* avec Juvénal Habyarimana, soulignent-ils.

Cette relation, doublée *«d'une grille de lecture ethniciste»* de la situation au Rwanda, a justifié *«la livraison en quantités considérables d'armes et de munitions au régime d'Habyarimana, tout comme l'implication très grande des militaires français dans la formation des Forces armées rwandaises»* gouvernementales. Le rapport dénonce également *«l'existence de pratiques irrégulières d'administration, de chaînes parallèles de communication et même de commandement, de contournement des procédures légales, d'actes d'intimidation»* dans la mise en œuvre d'une politique qui était essentiellement décidée à l'Élysée et dans le cercle proche de François Mitterrand.

Au moment du génocide, la France *«a tardé à rompre»* avec les responsables, et *«a continué à placer la menace du FPR (Front patriotique rwandais, l'ex rébellion tutsi qui mit fin au génocide) au sommet de ses préoccupations»*, écrivent les historiens. *«Elle a réagi tardivement»* avec l'opération militaro-humanitaire Turquoise entre juin et août 1994, *«qui a permis de sauver de nombreuses vies, mais non celles de la très grande majorité des Tutsi du Rwanda exterminés dès les premières semaines du génocide»*, ajoutent-ils.

La France espère par ailleurs que la publication vendredi de ce rapport permettra de développer et d'améliorer les relations avec Kigali, a indiqué l'Élysée. *«Nous espérons que ce rapport pourra mener à d'autres développements dans notre relation avec le Rwanda»* et que, *«cette fois, la démarche de rapprochement pourra être engagée de manière irréversible»*, a précisé la présidence après la remise de ce rapport d'historiens à Emmanuel Macron, alors que le rôle de la France durant le génocide empoisonne les relations bilatérales depuis près de 30 ans.

## **«Élargir l'accès aux archives»**

Dans ce cadre, le retour d'un ambassadeur de France à Kigali *«dans les prochains mois»* serait *«un pas supplémentaire»* vers une normalisation, a-t-elle précisé. Très troublées après le génocide de 1994, les relations bilatérales se sont réchauffées ces dernières années, Emmanuel Macron s'entretenant régulièrement avec son homologue Paul Kagame. Même si la France a rouvert une ambassade à Kigali, qui *«fonctionne bien»* selon l'Élysée, le poste d'ambassadeur est vacant depuis 2015. Emmanuel Macron s'exprimera *«le moment venu»* sur les enseignements qu'il tire du rapport, a indiqué la présidence.

Cette évolution va notamment *«dépendre de la manière dont le rapport est reçu à la fois en France et au Rwanda»*, a-t-elle ajouté, en précisant que les deux présidents avaient récemment échangé sur cette question. Au-delà, Paris espère que *«ce rapport aura aussi un impact sur l'ensemble de notre relation avec l'Afrique»* et qu'il *«soit un sujet emblématique du renouveau que nous avons amorcé»* avec le continent, après les décisions *«très symboliques que sont la remise du patrimoine d'art africain ou la réforme du franc CFA»*.

Estimant que le rapport *«n'a pas vocation à constituer une œuvre définitive sur la connaissance de l'engagement français au Rwanda et encore moins sur le génocide»*, l'Élysée indique qu'Emmanuel Macron *«prendra dans les prochains jours des décisions qui permettront d'élargir l'accès aux archives»* sur ce dossier. Il s'agit en particulier des archives présidentielles des années 1990-94, *«le fonds Mitterrand»*, qui seront *«librement communicables»*. L'ensemble des documents cités dans le rapport seront également ouverts à la consultation, a-t-on indiqué de même source.